

Brigade spéciale d'intervention : L'ONU a-t-elle prit la place de l'OTAN ? - 1

La République Démocratique du Congo, le pays au monde avec le plus grand nombre des groupes rebelles actifs, est depuis le 28 Mars en ébullition après l'annonce de l'ONU de l'envoi d'une brigade spéciale d'intervention pour anéantir les rebelles. Les rebelles s'attaquent à l'ONU et promettent une Apocalypse. Est-ce l'ONU prêt à encaisser un bilan humain du côté des casques bleus ?

A L'Est de la République Démocratique du Congo où les groupes des rebellions sont plus actives, la décision de l'ONU d'envoyer une brigade spéciale d'intervention n'est pas bien accueillie au rang des rebelles qui se voit face à un adversaire de taille, l'ONU d'ici peu. La décision de l'ONU DE PACIFIER L'Est de la RDC en anéantissant les groupes rebelles actives a été voté au 28 Mars, une brigade qui devrait renforcer le mandat de la MONUSCO déjà présente dans le pays. Au 1er Avril, devant les caméras des journalistes nationaux et internationaux, le porte-parole du M23 Bertrand Bisimwa a estimé injuste la décision de l'ONU de combattre les groupes rebelles présents dans le pays et de stabiliser l'Est du pays. Le M23 est une de plus actives rébellions armées à l'Est de la République Démocratique du Congo, dotée d'une direction militaire et politique. M23 n'est rien autre que l'abréviation pour dire Mouvement du 20 Mars, ce qui correspond à la date de la défection des éléments dans l'armée régulière en République Démocratique réclamant des nominations spéciales dans l'armée congolaise, et accusant le gouvernement de n'avoir pas honoré les accords de 2009 signés entre la rébellion du CNDP et le gouvernement congolais. Le M23 qui lui se voit déjà sous le marteau de la brigade est bien mécontente. Dans une interview diffusée dans le journal Afrique sur TV5 MONDE, le porte-parole Bertrand Bisimwa estime que l'envoi d'une brigade internationale à l'Est du pays fera appel à la catastrophe. Au micro de TV5 MONDE il déclare : "... ça serait la catastrophe, ça serait l'apocalypse, cette solution là nous l'envisageons pas. Nous pensons qu'avec notre petite voix, nous allons inverser la vapeur, parce que nous ne sommes pas seule derrière cette cause que nous défendons, nous sommes tout un peuple". Est-ce là une déclaration de guerre contre l'ONU ? Le M23 n'est-il pas parti si loin ? Bertrand Bisimwa dit faire appel à une apocalypse tout en prétendant défendre le peuple plutôt que de se retirer pour éviter le bain de sang ? Jusque-là l'ONU n'avait que mandat d'intervenir dans les conflits armés du côté des civils pour assurer leurs protections. C'est dans le souci de mettre fin à la situation dramatique des seigneurs de guerre en RDC que le conseil de sécurité de l'ONU a pris l'option d'intervenir militairement. Même si pour l'ONU cela paraît être une injustice de l'ONU et une prise de partie, les affaires de l'ONU engagent avant tout les Etats et non les individus. On ne peut pas sacrifier le destin de tout un peuple pour répondre au besoin d'un groupe d'individus. Je pense que c'est le message que l'ONU a bien voulu faire passer en adoptant la résolution du 28 Mars qui entrera dans l'histoire de la RDC. Le gouvernement Congolais quant à elle n'a pas le temps à la distraction et annonce la descente de la brigade d'intervention avant la fin du mois d'avril.

Suite à l'individualisme qui règne au sein du groupe M23 et les défections successives, le mouvement a peut-être perdu toutes ses chances d'obtenir une résolution pacifique de la part du gouvernement Congolais et se voit bien sur la ligne de mire. Pour réaction aux annonces du M23, le ministre Congolais à charge des affaires étrangères, Raymond Tshibanga a appelé le mouvement M23 à cesser d'exister en tant que mouvement Politico-Militaire. "Le M23 peut s'agiter autant qu'il veut. Nous étions disposés à arriver à un accord politique avec eux. Il n'est plus question de recycler les spécialistes de la rébellion dans les rangs des Forces armées. Le seul avenir pour le M23 c'est de cesser d'exister comme mouvement politico-militaire. Si tel n'est pas le cas, la brigade [d'intervention de la Monusco] s'occupera à mettre fin à son existence", a affirmé Raymond Tshibanga. La décision de l'ONU d'intervenir militairement dans les conflits en RDC marque un pat dans l'histoire de la RDC déchirée depuis 1994 par des conflits armés et des atrocités, surtout dans la partie Est du pays. L'Est de la RDC c'est aussi le cœur de l'économie du pays, riche en ressources minières rares, cette partie est victimes des attaques au quotidien. La venue de la brigade internationale c'est aussi une réponse à l'image d'une armée congolaise fragilisée et au fait pas au terme des conflits et de la défense du pays. L'armée congolaise souffre du manque de leadership et de la cohésion en son sein, mais c'est aussi l'une des armées la plus mal rémunérée au monde avec un salaire moyen de trente dollars Américain par militaire. L'armée Congolaise est aussi sous équipée, et reste minée par le fanatisme politique donc pas une armée républicaine

de spéciale d'intervention : L'ONU a-t-elle prit la place de l'OTAN ? - 2

du tout. Le Congo devra profiter durant la couverture de la brigade internationale pour reformer ses troupes, renforcer les capacités de son armée, la ressourcer et nettoyer les officiers corrompus, ainsi que ceux qui sans cesse trahissent l'armée et la fragilise face à ses adversaires. Le Congo pense donc tourner la page cette fois, et se mettre sur les rails du redressement. Quoi qu'il en soit, pour le peuple Congolais qui a tant souffert, la résolution de l'ONU d'intervenir dans les conflits armés est la bienvenue et représente pour eux un nouvel air et un espoir nouveau. C'est aussi le début d'une époque nouvelle, d'un style de vie à renaitre pour ce peuple qui est aujourd'hui aperçu comme étant le plus meurtri de la planète.

C'est grâce à l'aide de la France au conseil de sécurité que la RDC a gagnée son pari. La résolution ne faisait pas pourtant sont unanimité au conseil de sécurité de l'Onu, surtout du côté des grands contributeurs du conseil de sécurité comme le Guatemala et le Pakistan. L'ambassadeur Français à l'Onu Gérard Araud a souligné qu'il s'agissait d'une "innovation" répondant à une "demande expresse" des Africains. La brigade sera intégrer dans la mission de maintien de la paix en RDC de l'ONU la Monusco, et la brigade aura aussi le monopole d'opérer des attaques cibler sans pour autant consulter l'armée congolaise les FARDC. La brigade spéciale d'intervention comptera 2700 commandos, venus d'Afrique du Sud, de Tanzanie et du Malawi, et sera opérationnelle d'ici juillet. L'inquiétude régnait dans le cas des grands contributeurs du conseil de sécurité car cette nouvelle mission pourrait modifier le statut des missions de maintien de la paix de l'ONU à travers le monde. Cette nouvelle initiative de l'ONU qui va consister à affronter directement les groupes rebelles peut aussi résulter à des grosses pertes d'hommes. Jusque-là l'ONU n'avait pas le droit d'intervenir dans les conflits internes des nations, poussée par la nécessité de stopper les atrocités en RDC, cette résolution a été adoptée.

L'ONU a prit un chemin de non retour, des bilans humains sont à encaisser, des dommages à enregistrer, mais aussi des pertes en vies humaines de la part de la République Démocratique du Congo. Cette nouvelle mission de l'ONU qui paraît bénéfique dans le court terme présente néanmoins des dangers dans le long terme. Pour la part des grands pays contributeurs du conseil de sécurité comme le Pakistan, le Guatemala et l'Inde, s'inquiétaient de l'avenir du conseil, car cette première mission d'intervention contre les groupes armés pourra bien passer pour la demande d'autres nations à la longue qui pourront faire face à des situations similaires que la RDC. Ce risque conduirait l'ONU peut-être à modifier sa charte et à trouver sa place dans les conflits internes des nations. L'ONU deviendrait alors un organe à parti-pris, et cela présente un risque d'inflammation des conflits armés dans le monde plutôt que leurs résolutions pacifique. Je pense pourtant à mon avais que l'option de la guerre devra rester le dernier mot en politique, l'ONU devra privilégier la résolution pacifique des conflits plutôt que la guerre. Le cas de la RDC est néanmoins exceptionnel car ce paradis terrestre souffre comme nous l'avions dit depuis 1994 des conflits armés à répétition qui l'empêche d'avancer. On comprend par là la détermination de l'ONU à en finir une fois pour toute et à stabiliser cette partie riche du monde. L'ONU devra aussi abrogée le plus vite que possible cette résolution favorisant la RDC une fois que le travail sera fait et que la RDC serait balayée de tous ces mutins qui tourmentent sa stabilité et son développement. L'ONU pourra du moins garder un œil sur le pays et travailler en commun avec le gouvernement Congolais pour doter à la RDC d'une armée républicaine et équipée.

On s'interroge cependant sur l'avenir de l'OTAN qui l'organe militaire à défaut si l'ONU arriver à modifier sa charte et à prendre part dans les conflits armés internes des nations. Quel rôle jouera l'OTAN dans le futur si un tel avenir arriver a se réalisé ? Dans ce cas, une intégration de l'OTAN dans le conseil de sécurité de l'ONU est envisageable pour renforcer les capacités d'interventions de l'ONU.